

DEMANDE D'INSCRIPTION SUR LA LISTE NATIONALE A TITRE INDIVIDUEL

Pièces à fournir LRAR en 3 exemplaires (complétée par un envoi mail si possible):

- Documents établissant l'état civil et la nationalité du candidat
- Documents justifiant du domicile du candidat
- Copie du diplôme MASTER ALED dont il entend se prévaloir ou à défaut une attestation des autorités habilitées à les délivrer
- Indication des activités professionnelles antérieures et le lieu où il envisage d'établir son domicile professionnel
- Le cas échéant, documents justifiant des expériences professionnelles (**5 ans** de collaboration ou **8 ans** de pratique professionnelle comptable, juridique ou financière dans le domaine de l'administration, du financement, de la restructuration, dont fusions-acquisitions, ou de la reprise d'entreprises notamment en difficulté)
 - contrats de travail et le cas échéant avenant au contrat de travail
 - dernier bulletin de paie et/ou certificat de travail
 - le cas échéant, attestation de l'employeur
- Le cas échéant, certificat de fin de stage délivré par la Commission Nationale d'Inscription et de Discipline des Administrateurs Judiciaires ou des Mandataires Judiciaires

PIECES A FOURNIR CONCOMITANT EN FONCTION DU MODE D'EXERCICE :

- **salariat** :

- Contrat de travail dans le cadre d'une inscription en qualité de salarié(e)

- **création d'une étude** :

- Une requête précisant les moyens matériels et humains envisagés
- Un budget prévisionnel ou tout document comptable permettant de justifier la viabilité de l'étude
- justificatif de l'apport ou du prêt bancaire
- devis logiciel métier homologué
- le bail des locaux, promesse de bail, acte de propriété ou convention de mise à disposition avec superficie des bureaux
- la désignation du commissaire aux comptes responsable de la comptabilité spéciale

- **intégration en qualité d'associé(e) d'une société déjà existante (attention en parallèle la société devra déposer une déclaration de modifications statutaires** :

- Le cas échéant, acte de cession des parts/ordre de mouvement ou tout autre acte juridique prouvant la cession
- Le cas échéant, PV de l'assemblée générale dans le cadre d'une augmentation de capital ou tout autre acte juridique prouvant l'augmentation du capital
- Le cas échéant, tout autre acte juridique prouvant l'intégration

- **Associé(e) d'une nouvelle société** :

- Dépôt d'un dossier de demande d'inscription sur la liste nationale de la nouvelle société